

Coronavirus : vers une décrue historique des émissions de CO2

11h16, le 19 mars 2020, modifié à 11h18, le 19 mars 2020 par Christian de Perthuis

<https://www.lejdd.fr/Societe/coronavirus-vers-une-decrue-historique-des-emissions-de-co2-3956393>

Christian de Perthuis, professeur d'économie et fondateur de la chaire "Economie du climat" à l'université Paris Dauphine, analyse les effets de la crise du Covid-19 sur les émissions mondiales de CO2.



Les émissions de CO2 ont déjà commencé à chuter dans les pays les plus fortement touchés par le virus. (AFP)

La crise sanitaire provoquée par la diffusion du Covid-19 a changé d'échelle. Le 11 mars, l'OMS reconnaissait l'état de pandémie mondiale. Tous les pays du monde sont désormais concernés, le principal foyer de propagation du virus étant, à l'heure qu'il est, l'Europe. Cette extension s'est accompagnée d'un dévissage des marchés financiers qui constitue un nouveau vecteur de propagation de la récession dans le monde. À court terme, celle-ci générera une réduction des rejets atmosphériques de CO2 d'une ampleur inédite.

Notre anticipation est que 2019 va constituer le pic d'émissions mondial car la crise sanitaire sera, à moyen terme, un vecteur d'accélération des transformations structurelles des économies.

Hypothèses sur la durée de la pandémie...

D'après les travaux de l'épidémiologiste Antoine Flahault, le monde contemporain a connu trois pandémies : la grippe espagnole de 1918-19 et deux épisodes de grippe, en 1957 et 1968. Les impacts de cette quatrième pandémie vont dépendre de sa dangerosité – que l'on peut caractériser à partir de sa durée et de sa létalité.

À propos de la durée du Covid-19 : le pic épidémique semble avoir été dépassé en Chine et en Corée du sud (27% de la population mondiale). Si l'Europe (7% de la population) parvient à circonscrire la propagation du virus au même rythme, le pic pourrait y être atteint d'ici fin avril.

***Les économies entrent brutalement en récession
à la suite des restrictions à la mobilité des personnes***

Il est difficile d'anticiper la capacité de réaction des États-Unis (4% de la population) du fait de la faiblesse du système de santé publique. L'incertitude la plus grande concerne l'Asie du Sud et l'Afrique où 42% de la population mondiale doit affronter le virus avec des systèmes de soin très vulnérables. Retenons l'hypothèse d'un pic mondial atteint d'ici fin juin et d'un retour graduel à la normale de l'économie mondiale à partir de l'été.

... et hypothèses sur son ampleur

Quid de la létalité du Covid-19? Lorsque les spécialistes étudient les effets économiques des pandémies les plus graves (peste noire, grippe espagnole), un effet majeur concerne l'amputation durable des ressources en travail du fait de la létalité (1/4 de la population européenne au XIVe siècle ; probablement 40 millions de décès en 1918). Il serait malvenu de faire ici la moindre anticipation de la létalité de la crise sanitaire actuelle.

L'hypothèse retenue est que cet impact restera secondaire au plan macroéconomique. Ce sont les effets économiques et environnementaux des mesures d'exception prises par les pouvoirs publics pour endiguer la crise sanitaire qui sont pris en compte dans l'analyse.

2020, année de recul sans précédent des émissions de CO2

Les récessions surviennent habituellement pour corriger des déséquilibres antérieurs ; un surendettement initial, par exemple, comme ce fut le cas en 2009, dernière grande crise économique.

La situation actuelle est très différente : les économies entrent brutalement en récession à la suite des restrictions à la mobilité des personnes. L'imagerie satellite témoigne de l'ampleur du mouvement en Chine et en Italie où les pollutions locales ont chuté à la suite du confinement des populations.

En Chine, ces mesures ont provoqué un recul inédit de l'activité économique : d'après les indicateurs officiels, une baisse de 20 % des ventes de détail sur les deux premiers mois de l'année et de 16 % de la production manufacturière.

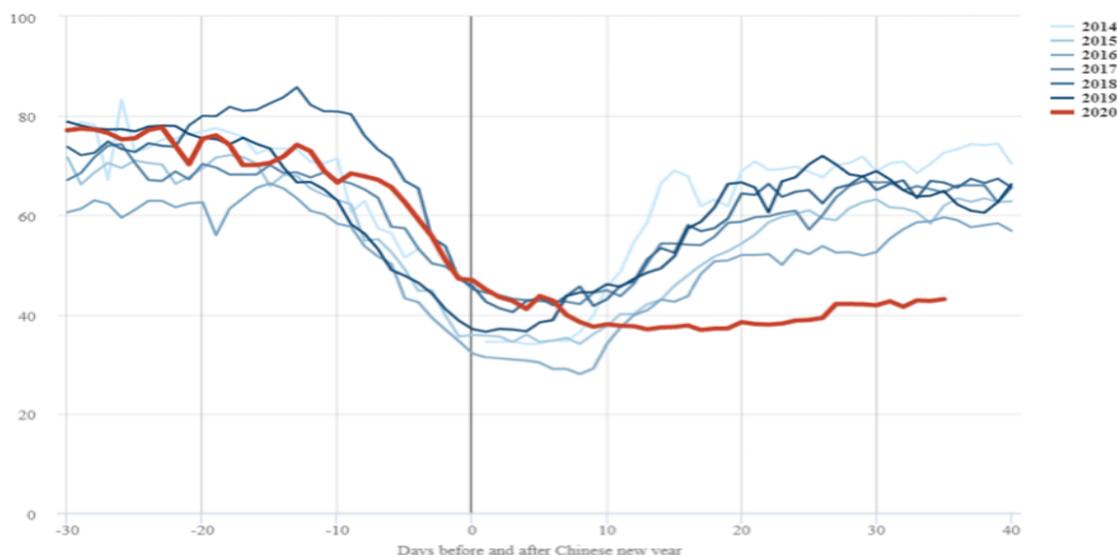
Mi-mars, le gros de la crise sanitaire semblant passé, le mot d'ordre est à la relance. Malgré l'ouverture des vannes du crédit par la banque centrale, la reprise de l'économie chinoise semble toutefois poussive. La confiance n'est pas revenue, ce qui plombe la demande des ménages (consommation et logements). Sur le front extérieur, la reprise des exportations bute sur la récession, frappant désormais les principaux clients de Pékin.

Lors de la récession de 2009, la croissance chinoise avait juste ralenti, occasionnant un effet à peine visible sur les émissions de CO2. Une tout autre évolution se dessine pour 2020. D'après une toute récente étude de Lauri Myllyvirta, basée sur des indicateurs comme la production électrique (voir le graphique ci-dessous), la récession aurait déjà provoqué un recul de 200 millions de tonnes (Mt) des émissions de CO2 en février (-25 %)... soit l'équivalent de deux-tiers de ce qu'émet la France en un an !

Dans ce contexte, la Chine, à l'origine de 27 % des émissions mondiales, devrait connaître en 2020 une diminution de ses émissions d'une ampleur inédite, en contraste avec ce qui s'était produit au cours de la crise économique de 2009.

Consommation de charbon dans le secteur électrique chinois (*)

(Milliers de tonnes)



(*) Six principales compagnies

Source : Carbon Brief

En Europe et aux États-Unis, l'entrée dans la crise sanitaire a été accompagnée de mesures d'exception, tant monétaires que budgétaires, pour amortir le choc économique.

L'objectif est d'empêcher que les problèmes de trésorerie des entreprises ne multiplient les faillites en provoquant une envolée du chômage. Ces coussins ne feront qu'amortir le choc dépressif sans créer les conditions d'un rebond économique. Dans ces pays, le transport, activité fortement affectée, est par ailleurs la première source d'émission de CO₂. L'impact de la crise sur les émissions n'en sera que plus marqué.

À court terme, la gestion d'une crise sanitaire désormais mondiale provoque un choc sur l'économie d'une intensité inédite en temps de paix. Il va en résulter un recul massif des émissions. En 2009, une récession majeure avait provoqué un recul des rejets mondiaux de CO₂ de 500 millions de tonnes (Mt). En 2020, la baisse devrait être nettement plus prononcée. En ordre de grandeur, on peut la situer dans une fourchette de l'ordre de 1000 Mt à 5000 Mt. Des montants qui ne sont pas susceptibles d'être rattrapés en un an.

Mais une fois sorties de la récession, nos sociétés seront-elles mieux ou moins bien armées pour faire face au réchauffement climatique?

2019, probable pic mondial des émissions

Certains commentateurs opposent la vitesse de réaction des gouvernements face à l'urgence sanitaire à leur inertie face à l'urgence climatique. Séduisante, l'analogie est pourtant trompeuse. Le mot "urgence" s'appliquant ici à des temporalités très différentes.

On gère l'urgence sanitaire au jour le jour en intégrant les informations qui tombent chaque heure. Face au Covid-19, le délai d'action de mesures engagées pour freiner l'épidémie est de l'ordre d'une dizaine de jours.

Face au réchauffement, compte tenu de l'inertie du stock de CO₂ accumulé dans l'atmosphère, le délai de réaction des variables climatiques à une baisse des émissions est plutôt de l'ordre de vingt ans. Une journée de perdue face à la pandémie équivaut donc à deux ans de perdu face au réchauffement, et un mois... à 60 ans! Après correction des différentiels de temporalité, il n'est pas certain que les gouvernements aient réagi si rapidement à la menace du Covid-19.

Le choc de 2020 pourrait faire de l'année 2019 le pic mondial des émissions de CO₂

Pour apprécier les effets de long terme de la crise sanitaire, privilégions plutôt l'approche historique.

Depuis 1959, les émissions mondiales de CO₂ ont reculé à trois reprises, en réaction à un choc extérieur (voir le graphique ci-dessous). Passé ce choc, la courbe globale d'émissions a bien redémarré. Mais à chaque fois, le choc a laissé des traces durables dans une région du monde.

Au lendemain du réalignement du prix du pétrole en 1980, les émissions mondiales baissent pour la première fois deux années consécutives. C'est aussi le moment où l'Union européenne atteint son pic d'émissions. La seconde baisse, observée au début des années 1990, se superpose avec le pic d'émissions atteint en 1990 pour l'ensemble des pays de l'ex-bloc soviétique. Le choc de 2009 n'a guère affecté la trajectoire chinoise, mais il se superpose avec le pic des États-Unis, atteint en 2007.

Le choc de 2020 pourrait faire de l'année 2019 le pic mondial des émissions de CO₂. La crise sanitaire révèle la fragilité des organisations productives qui dopent ces émissions et son traitement de choc va contraindre à des expérimentations porteuses d'alternatives plus respectueuses du climat. La Chine, premier émetteur mondial, sera en première ligne.

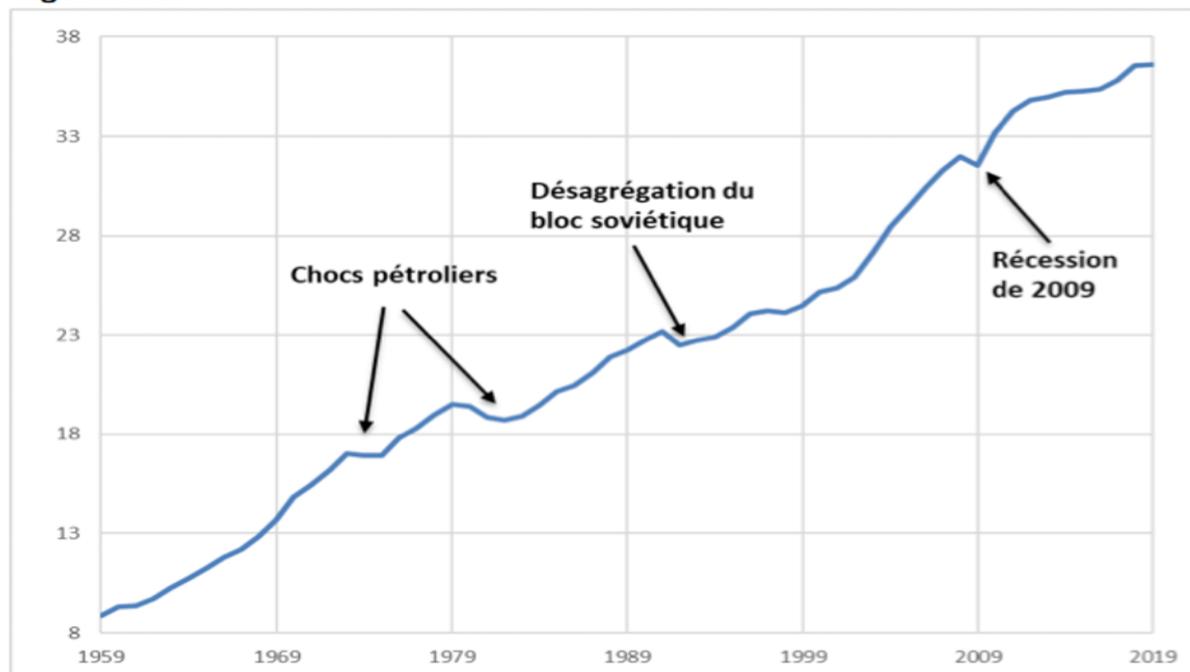
Un catalyseur d'innovations structurelles

Le changement de trajectoire ne sera pas linéaire. La baisse du pétrole va stimuler sa demande et renchérir les coûts relatifs des investissements dans l'énergie verte ; la crise sanitaire ayant envahi tout l'espace politique, la préoccupation climatique des gouvernements a reculé ; la fin des périodes de confinement verra un énorme besoin de renouer avec les rencontres et les multiples consommations associées.

En contrepoint, la crise sanitaire a révélé la grande fragilité des modes de développement basés sur l'accroissement incessant de la mobilité des personnes, du capital, des marchandises. Freiner la propagation d'un virus dans des sociétés de l'hypermobilité devient vite une casse-tête. La Chine, la première, en a fait l'expérience.

Emissions mondiales de CO₂

Giga tonnes



Source : auteur à partir des données du Global Carbon Budget (édition 2019)

Mobiliser rapidement des moyens sanitaires comme des appareils d'assistance respiratoire, des masques de protection ou même du paracétamol se heurte à l'hyperspécialisation des chaînes de valeur. En Europe comme aux États-Unis, les autorités sanitaires découvrent avec stupeur les nouvelles dépendances qui en résultent.

La gestion de la crise sanitaire va aussi faire émerger de multiples innovations en matière de solidarité

La crise sanitaire ne révèle pas seulement toutes ces fragilités. Elle va aussi nous contraindre à expérimenter des modes d'organisation innovants. Le télétravail à grande échelle en constitue une brique majeure. Il va nous faire découvrir les possibilités de réduire de multiples formes de mobilités contraintes, accroissant inutilement nos empreintes climatiques pour de faibles bénéfices économiques. Concernant les marchandises, les acteurs économiques vont être obligés de tester la diversification de leurs sources d'approvisionnement et le raccourcissement de leurs chaînes d'approvisionnement.

Dans ces deux cas, il s'agit d'expérimenter de nouvelles formes d'organisations productives qui non seulement limitent les risques épidémiques mais facilitent la réduction de nos rejets de gaz à effet de serre.

Avec les contraintes de confinement, la gestion de la crise sanitaire va aussi faire émerger de multiples innovations en matière de solidarité. On en voit les prémices en France, tant vis-à-vis des personnes âgées, les plus vulnérables, qu'à l'égard des personnels soignants, les plus exposés dans le combat contre le virus. Autant de valeurs qui pourraient faire reculer le consumérisme et l'individualisme qui entravent l'action collective face au réchauffement global.